



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/12/2025

Les divergences au sein du Mouvement Communiste International au début des années 60

I. Bureau d'Information (Kominform en russe) des 9 Partis européens

Pour étudier et discuter les divergences au sein du Mouvement Communiste International début des années 60, il est utile de présenter brièvement les organisations internationales du mouvement communiste et de faire un peu d'histoire.

Les I^{ère}, II^{ème} et III^{ème} Internationales

Les I^{ère}, II^{ème} et III^{ème} Internationales sont nées et ont été dissoutes dans des conditions à chaque fois différentes. Il est nécessaire, à chaque fois, pour comprendre « cette naissance et cette mort », d'étudier la situation internationale, la phase de développement du capitalisme, et de l'impérialisme début du XX^{ème} siècle, la situation de la classe ouvrière, le niveau de son organisation et de sa conscience en tant que classe ouvrière, et l'intensité et le contenu de la lutte de classes.

Cela étant, l'avant-garde consciente de la classe ouvrière doit déterminer les objectifs de la lutte contre la bourgeoisie et les liens nécessaires, indispensables entre forces révolutionnaires de chaque pays. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle, il est apparu à Marx, Engels et les autres dirigeants du mouvement ouvrier socialiste qu'une organisation internationale était indispensable et correspondait aux intérêts et aux buts du mouvement ouvrier mondial.

Ainsi l'organisation des I^{ère}, II^{ème} et III^{ème} Internationales ont été différentes, bien que l'idéologie qui les guidaient était la même, le marxisme, et que le but, la révolution prolétarienne, était le même.

La Troisième Internationale 1919-1943

Le ralliement, lors du déclenchement de la Première guerre mondiale, de tous les partis sociaux-démocrates de la Seconde internationale à l'union sacrée avec la bourgeoisie de leur pays, à l'exception de quelques groupes très minoritaires et sur des bases politiques différentes, à l'exception aussi du POSD-Russie, a signé la mort politique de la Seconde Internationale.

Le déroulement de la guerre 14-18, la révolution de février 1917 en Russie, suivie par la révolution d'Octobre dirigée par le POSDR pose le problème d'une nouvelle organisation ayant rompu avec le social chauvinisme de la seconde internationale.

La Troisième Internationale Communiste (Komintern) est fondée en mars 1919 à Moscou et confirmée lors du second congrès lors de l'été 1920.

La dissolution de la troisième Internationale est proposée le 15 mai 1943 par le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste pour tenir compte de la situation internationale et de la maturité des différents Partis Communistes. L'objet de ce texte n'est pas de décrire l'activité de cette Troisième Internationale durant cette période. Les conditions de sa naissance sont toutefois rappelées, conditions qui permettent de comprendre certains faits. Ainsi, la III^{ème} Internationale est née dans des conditions exceptionnelles :

- Une défaite des empires centraux, allemand, russe, austro-hongrois, ottoman, libérant les mouvements révolutionnaires dans cette région,

- La victoire des révolutions russes de février 1917 et surtout d'Octobre 1917, le rejet, par les militants des partis sociaux-démocrates, de cette politique d'union sacrée avec les bourgeoisies, dont la grande boucherie de la guerre a été la conséquence et un essor révolutionnaire dans toute l'Europe.

C'est sur ce terrain qu'est née la III^{ème} Internationale en mars 1919, après que la révolution russe se soit relativement stabilisée, en repoussant les forces hostiles réactionnaires russes et étrangères, et créant ainsi les conditions d'une telle réunion internationale. L'idée dominante parmi les congressistes était que la révolution mondiale était en marche. Ainsi le « **Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier** », rédigé en mars 1919, déclare : *« L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution sociale. Mais elle est arrivée... Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière... et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier... Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance »*. Et Lénine clôt ce Congrès : *« La victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier : la constitution de la République Soviétique Internationale est en marche »*.

Les Statuts de l'IC adoptés lors du Deuxième Congrès en juillet 1920 précisent : *« L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets... Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire »*.

Et lors du troisième Congrès de l'IC en juin 1921, la « Résolution sur la tactique du Parti Communiste de Russie » souligne les liens entre révolution russe et révolution en Europe occidentale, et la victoire nécessaire de celle-ci pour consolider la révolution russe¹ : *« Le troisième Congrès mondial de l'IC admire le prolétariat russe qui a lutté pendant 4 ans pour la prise du pouvoir politique... en vue de garder la dictature du prolétariat en Russie jusqu'au moment où le prolétariat de l'Europe occidentale lui viendra en aide »*.

Le Comité exécutif de l'IC était considéré, dans les faits comme l'Etat Major de l'armée prolétarienne conduisant la lutte finale. Ce comité a eu une influence très forte dans la constitution des différents Partis Communistes autour d'un noyau de dirigeants prolétariens.

Mais face à ces aspects principaux positifs, cette situation a entraîné des conceptions dogmatiques dans l'élaboration de la ligne politique des différents partis communistes considérant la Révolution bolchevique comme un modèle qu'il fallait imiter !

Ces éléments sont à approfondir afin de tirer tous les enseignements de cette expérience de la Troisième Internationale, de même que les conditions et le contenu de la création d'un Bureau d'Information comprenant 9 Partis Communistes européens en septembre 1947. Cette expérience doit aussi guider la reconstruction des Partis Communistes aujourd'hui en 2025, et définir la nature et le contenu des liens nécessaires entre ces Partis, après les dégâts provoqués par le révisionnisme et la disparition des pays et du camp socialistes.

Dissolution de la Troisième Internationale

La résolution du Comité Central du Parti Communiste Chinois (PCC) du 26 mai 1943 développe les raisons de cette dissolution et approuve cette proposition² :

« L'Internationale communiste a accompli sa mission historique : dans chaque pays d'Europe et d'Amérique et au Japon, elle a su préserver le marxisme révolutionnaire piétiné par les opportunistes ; elle a aidé les ouvriers progressistes à s'unir pour former des partis politiques authentiquement ouvriers ; elle a donné son soutien à l'URSS socialiste et s'est opposée contre vents et marées au fascisme et à la guerre fasciste ; en outre elle a usé de tous les moyens dont elle disposait pour venir en aide aux mouvements de libération des peuples opprimés d'Orient et aux ouvriers progressistes des peuples opprimés pour fonder leurs propres partis politiques. Elle est devenue l'avant-garde populaire à la tête de tous les mouvements de libération....

... Toutefois, aujourd'hui comme le fait justement remarquer la proposition du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, la situation intérieure de chaque pays et sa situation internationale vont en se compliquant, si bien que l'organisation ne peut plus sous sa forme originelle s'adapter à la croissance continue des mouvements ouvriers de tous les pays ; la guerre de libération menée actuellement par l'alliance anti fasciste exige que les partis communistes de tous les pays soient indépendants pour régler tous les problèmes , en tenant compte des particularités nationales et des conditions historiques propres à chaque pays, afin de provoquer avec ampleur et rapidité un soulèvement national et une mobilisation de masse et remporter une victoire intégrale et totale. A cela on peut ajouter que, dans chaque pays, le Parti communiste et ses cadres dirigeants ont grandi et atteint la maturité politique. Toutes ces raisons ont incité le Présidium de Comité exécutif de l'Internationale communiste à proposer aux partis communistes de tous les pays la dissolution de l'Internationale communiste. Dans les conditions actuelles, la dissolution de l'Internationale communiste est plus

avantageuse que son maintien. L'état de guerre actuel n'a pas permis de convoquer un Congrès international pour débattre de la dissolution de l'Internationale communiste.... »

Il faut lire attentivement un passage de cette résolution du PCC : *« la guerre de libération menée actuellement par l'alliance anti fasciste exige que les partis communistes de tous les pays soient indépendants pour régler tous les problèmes , en tenant compte des particularités nationales et des conditions historiques propres à chaque pays, afin de provoquer avec ampleur et rapidité un soulèvement national et une mobilisation de masse et remporter une victoire intégrale et totale »*. [passage souligné par nous]

Ainsi cette dissolution du Komintern signifie que les partis communistes de tous les pays doivent mettre à profit cette situation favorable *« afin de provoquer avec ampleur et rapidité un soulèvement national et une mobilisation de masse et remporter une victoire intégrale et totale »*.

Il ne faut pas que les partis communistes considèrent les conclusions de Yalta comme un partage du monde entre les USA et l'URSS et remettent à plus tard l'objectif du renversement de la bourgeoisie et de la prise du pouvoir.

Bureau d'Information (Kominform en russe) des 9 Partis européens

Après la victoire de l'alliance anti fasciste contre l'Allemagne et le Japon, la contradiction fondamentale entre l'URSS socialiste et les pays de démocratie populaire d'Europe d'une part, et d'autre part le camp impérialiste occidental avec à sa tête les USA et la Grande-Bretagne comme son fidèle second fait peser une menace de guerre entre ces deux pôles du fait de la politique agressive du pôle impérialiste. Après le discours de Churchill le 5 mars 1946 tirant la sonnette d'alarme sur la force du camp progressiste, dénonçant la division de l'Europe, introduisant le terme de « rideau de fer », et indiquant que le moment était opportun pour attaquer l'URSS, les USA élaborent une stratégie avec sur le plan militaire le Discours de Truman le 12 mars 1947 visant « l'endigement du danger communiste », et sur le plan économique la finalisation du plan Marshall le 5 juin 1947 (et discuté depuis septembre 1946). Toutes les bourgeoisies européennes acceptent cette soumission à l'impérialisme US, affaiblies qu'elles sont du fait de leur collaboration avec l'Allemagne nazie et de la vigueur des mouvements populaires. Mais ces mouvements populaires et progressistes, en particulier en France, en Italie, en Belgique se sont épuisés dans la reconstruction économique de leur pays et leur participation compromettante aux gouvernements bourgeois. Certains partis comme le PCF et le PCI n'adoptent pas une position claire en dénonçant les plans de l'impérialisme US, en particulier le plan Marshall.

En 1947, l'impérialisme US estime que la situation d'ensemble en Europe est stabilisée et impose le renvoi des ministres communistes le 12 mars 1947 en Belgique, le 4 mai 1947 en France et le 31 mai 1947 en Italie.

Reflux du mouvement progressiste en Europe de l'Ouest et les projets de guerre des USA

Face à ce reflux du mouvement progressiste en Europe de l'Ouest et les projets de guerre des USA, en prenant en compte le fait que l'ensemble du camp impérialiste a opéré un rétablissement et que la crise économique du système capitaliste n'est plus aiguë, un besoin d'échanges et de coordination des partis communiste d'Europe s'impose. Cette nécessité est d'autant plus forte que certains dirigeants communistes des démocraties populaires sont écrasés par l'ampleur des difficultés économiques du fait des destructions dues à la guerre. Certains de ces dirigeants qui ont montré un grand courage dans la lutte contre l'Allemagne hitlérienne et contre les relais réactionnaires dans leurs pays n'ont pas pris la bonne mesure de l'offensive USA-GB. De plus, certains dirigeants des partis communistes d'Europe de l'Ouest n'ont pas réalisé non plus que les luttes devaient se mener dans une nouvelle phase d'offensive des forces réactionnaires.

Conférence d'Information de 9 partis communistes d'Europe de Szklarska Poreba

Une Conférence d'Information de 9 partis communistes d'Europe se tient à Szklarska Poreba en Pologne du 22 au 27 septembre 1947.

Présents :

- Parti Communiste de Yougoslavie
- Parti Ouvrier Bulgare (communiste)
- Parti Communiste de Roumanie
- Parti Communiste hongrois
- Parti Ouvrier Polonais
- Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS
- Parti Communiste Français
- Parti Communiste de Tchécoslovaquie
- Parti Communiste d'Italie

L'Allemagne n'est pas représentée dans la mesure où la RDA est proclamée le 7 octobre 1949 en réaction à la proclamation de la RFA le 23 mai 1949.

Quant au Parti du Travail d'Albanie, le Parti Communiste de Yougoslavie lui « fait de l'ombre », la Yougoslavie voulant absorber dans la Fédération de Yougoslavie l'Albanie, malgré son refus explicite et argumenté (!).

Ainsi cette Conférence réunit les 7 Partis communistes au pouvoir (à l'exception du Parti d'Albanie) et les 2 Partis Communistes les plus importants de l'Europe de l'Ouest, PCI et PCF.

Chaque Parti a présenté un rapport d'information sur l'activité du Comité Central de son parti, et les échanges sur la situation internationale se sont développés sur la base d'un rapport présenté par A. Jdanov au nom du PCUS³. Ce rapport est à lire et à étudier car il a constitué la ligne politique des partis participants pendant toute une période.

Jdanov, après avoir présenté une analyse de la situation internationale, aborde la question des relations entre partis communistes. Il souligne l'apport décisif de l'Internationale communiste dans l'édification de partis communistes et l'élaboration de la ligne politique communiste, les raisons de sa dissolution en mars 1943, et indique l'utilité d'un bureau de liaison entre partis communistes européens. La Résolution adoptée à l'issue de cette Conférence indique : « *L'expérience a prouvé qu'un tel manque de liaison entre les Partis Communistes est grandement dommageable et ne saurait se justifier. La nécessité de l'échange des expériences et d'une coordination librement consentie de l'action des partis intéressés, revêt en ce moment une acuité particulière dans les conditions compliquées de la situation d'après-guerre...* ».

Création du Bureau d'Information Kominform

C'est ainsi qu'est créé un **Bureau d'Information** (Kominform en russe) des 9 Partis européens qui « *aura pour tâche d'organiser l'échange des expériences et, en cas de nécessité, la coordination de l'activité des Partis Communistes sur la base d'un libre consentement* ». Le siège du Bureau d'Information est fixé à Belgrade. Le Kominform est ainsi créé le 5 octobre 1947.

Lors de cette première réunion, la ligne suivie par le PCF, comme par le PCI, est critiquée par Jdanov ainsi que par les représentants yougoslaves pour leur stratégie nationale de participation ministérielle.

L'importance de ce passage dans le rapport de Jdanov est d'une importance capitale pour que nous la reproduisons. Ce passage n'avait pas été rendu public à l'époque, au vu de la situation internationale et pour laisser aux directions du PCF et du PCI la responsabilité de la publication d'une autocritique. La présentation complète de ce rapport de Jdanov se trouve dans ses archives.

« L'absence de liens entre nous, qui résulte dans un isolement mutuel, affaiblit indubitablement nos forces. En particulier, si on parle d'erreurs, il nous faut faire référence aux erreurs commises par les dirigeants des Partis Communistes de France et d'Italie envers la nouvelle campagne de l'impérialisme américain contre la classe ouvrière.

La direction du Parti Communiste français n'a pas démasqué et ne démasque pas de façon adéquate pour le peuple de son pays le plan Truman-Marshall, le plan américain d'esclavage de l'Europe, et de la France en particulier.

Le départ des communistes du Gouvernement Ramadier a été traité par le Parti Communiste comme un événement domestique, alors que la véritable raison de l'expulsion des communistes du Gouvernement était que celle-ci avait été exigée par l'Amérique.

Il est à présent devenu assez évident que l'expulsion des communistes du Gouvernement était la condition préalable pour que la France reçoive des crédits américains.

Un crédit américain de 250 millions de dollars était le prix modeste payé par la France pour renoncer à sa souveraineté nationale.

Comment le Parti Communiste français a-t-il réagi face à cet acte honteux des cercles dirigeants de France qui ont vendu la souveraineté nationale du pays ?

Au lieu de dénoncer comme honteuse, comme une trahison de la défense de l'honneur et de l'indépendance de la patrie, la conduite des autres partis, socialistes inclus, le Parti Communiste français a réduit la question à un problème de violation des pratiques démocratiques, qui s'exprimait par un empiètement sur les droits du parti le plus nombreux au Parlement français, alors que la violation de la tradition parlementaire était, dans ce cas, simplement le prétexte et non la cause.

Cet étouffement des raisons réelles pour lesquelles les communistes ont été exclus du Gouvernement constitue sans aucun doute une erreur sérieuse de la part de la direction du Parti Communiste français, et soit était dû à une mauvaise compréhension de la situation, et il est difficile de supposer que ça ait été le cas, soit les communistes français se sont laissés intimider par des arguments sur les intérêts " nationaux " de la France. Apparemment, les communistes craignaient qu'ils puissent être accusés de constituer un obstacle à l'octroi par l'Amérique d'un crédit à la France, et ainsi, de soi-disant nuire aux intérêts de leur pays.

De cette manière, les communistes ont cédé à un chantage qui leur reprochait de ne pas être suffisamment patriotique alors que la seule force patriotique en France aurait été le Parti Communiste, s'il avait démasqué la

signification réelle du crédit américain, qui avait été conditionné à une modification de la composition du Gouvernement par l'exclusion des communistes, ce qui, partant, affaiblissait la souveraineté même de la France. A cette occasion, le Parti Communiste français a cédé à la pression de la réaction, même s'il savait que cette pression était dictée par des forces impérialistes hostiles au peuple français.

Les communistes français auraient dû se présenter fièrement devant le peuple, dévoilant le rôle de l'impérialisme américain qui avait ordonné à la France d'expulser les communistes du Gouvernement national et expliquer au peuple qu'il ne s'agissait pas simplement d'une autre « crise gouvernementale », pas d'une simple violation des traditions parlementaires (bien que cela soit aussi significatif en tant que caractéristique de la crise de la démocratie bourgeoise), mais d'un cas d'ingérence étrangère dans les affaires françaises, une abrogation de l'indépendance politique de la France, une vente de la souveraineté de la nation par les socialistes français.

Il est déplorable que les dirigeants responsables des communistes français aient échoué jusqu'ici à expliquer au peuple français et à l'opinion publique mondiale dans son ensemble la cause sous-jacente de ces événements qui ont eu lieu en France, et le rôle honteux joué dans cette question par les socialistes français.

Les communistes français ont accusé les socialistes de " glissement vers la droite ". Mais quel glissement vers la droite peut-il y avoir eu ? Blum a-t-il jamais été de gauche ? Nous savons que Blum n'a jamais été de droite ni de gauche mais a toujours été, est et restera un serviteur loyal de la bourgeoisie, une courroie de transmission de l'influence de celle-ci dans le mouvement ouvrier.

En conséquence, il ne saurait glisser nulle part, et les camarades français ont évidemment échoué à discerner suffisamment clairement les manœuvres des dirigeants socialistes.

La triste expérience de la France a servi de signal pour une " crise gouvernementale " en Italie.

Exactement comme en France, la source principale de cette " crise gouvernementale ", créée artificiellement, était la question d'un crédit américain et la présentation par les cercles impérialistes américains, comme un préliminaire à celui-ci, d'une exigence d'expulsion des communistes du Gouvernement.

La presse italienne de droite a dévoilé ce secret sans vraiment de honte. " Si nous voulons vivre, écrivait le journal de droite italien Buon Senso, nous devons obtenir un prêt des U.S.A. " De cela, le journal tirait la conclusion : " La crise doit être résolue de façon à nous permettre de recevoir le crédit dont nous avons besoin.

Les arguments contraires sont sans fondement. Nous devons comprendre ce qui s'est passé en France, où les socialistes ont rompu avec les communistes et où ces derniers se sont laissés expulser des postes ministériels sans faire de scandale. "

L'annonce de la décision de De Gasperi d'expulser les représentants du Parti Communiste italien du Gouvernement a provoqué les masses et a causé de multiples protestations. Mais malheureusement, on n'a pas soutenu ni dirigé suffisamment cette initiative des masses.

La conclusion qu'il faut tirer est que, en Italie comme en France, en surestimant les forces de la réaction, les communistes ont été les victimes de l'intimidation et du chantage impérialiste.

Ils ont sous-estimé leurs propres forces, les forces de la démocratie, la volonté des masses de défendre les droits nationaux et intérêts fondamentaux de leurs pays.

C'est d'autant plus décevant que tant les Partis Communistes français qu'italien ont démontré, dans des conditions difficiles, leur capacité à rallier autour de la bannière communiste les larges masses de la classe ouvrière, les paysans pauvres et l'intelligentsia ».

Rupture avec le "Titisme"

Lors de la seconde réunion du Kominform en janvier 1948 en Yougoslavie, les divergences entre la ligne politique du Kominform et les dirigeants yougoslaves se précisent en particulier à propos du projet yougoslave de Fédération balkanique.

À la troisième réunion, qui se déroule du 25 au 28 juin 1948 à Bucarest, les contradictions sont telles, tant sur des questions théoriques que pratiques, que la rupture s'impose et que la Yougoslavie est exclue du Kominform. C'est la rupture avec le « titisme », rupture qui aura des répercussions dans beaucoup de partis communistes.

Principales divergences :

- Tito veut constituer une fédération des Balkans incluant la République populaire d'Albanie et la République populaire de Bulgarie, malgré les hésitations et réserves de Dimitrov, et l'opposition radicale de l'Albanie. Ce projet est dénoncé comme une entreprise, une volonté d'hégémonie dans la région de la part de Tito.
- Déjà durant la guerre antifasciste en Yougoslavie et en Albanie, le Parti Communiste Albanais avait dénoncé l'immixtion de troupes yougoslaves en Albanie sans son accord, montrant ainsi une volonté annexionniste de Tito. Puis, durant la guerre civile en Grèce, Tito a placé des troupes yougoslaves en Albanie, sans l'accord de l'Albanie. Afin d'obtenir une aide économique et militaire des impérialismes

britannique et US, Tito annonça officiellement, le 10 juillet 1949, la fermeture de la frontière entre la Yougoslavie et la Grèce aux partisans grecs. Mais dans le même temps, il permettait aux troupes royalistes fascistes de Grèce de traverser le territoire yougoslave pour les prendre à revers.

- Très rapidement, la dictature du prolétariat a dégénéré en dictature de la bourgeoisie, le rôle dirigeant du Parti communiste remis en cause, illustré par le changement de dénomination en Ligue des communistes, et sur le plan économique, les conceptions de l'autogestion tournaient le dos aux conceptions communistes de la planification centralisée.
- Ainsi, la Yougoslavie a constitué la première expérience de la dégénérescence d'un pays socialiste en un pays capitaliste sous l'influence du révisionnisme moderne.

La Déclaration de 1960 est adoptée à l'unanimité des 81 Partis Communistes⁴

nous le verrons, elle dresse un réquisitoire radical contre le révisionnisme et sa variante yougoslave, montrant ainsi la perspicacité du Kominform en 1948 qui avait rejeté les conceptions de Tito qui contenaient en germe la variante yougoslave du révisionnisme.

La quatrième réunion se tient à Matra en Hongrie du 27 au 29 novembre 1949. Lors de cette réunion est décidée le renforcement du travail au sein du mouvement mondial des partisans de la paix.

Le Bureau de liaison n'aura pas d'activité notable les années suivantes. Le XXème congrès du PCUS, ses résolutions et ses conséquences ont rendu nécessaires la tenue de la Conférence de 1957 à Moscou.

Le Kominform et le PCF

Le PCF durant les années 1945 – 1948

Nous n'aborderons pas la période 1944-1945, celle juste après la victoire sur le nazisme, la situation de la résistance, des groupes armés voulant maintenir une autonomie face au rétablissement du pouvoir de De Gaulle, la ligne de la direction du PCF...

Depuis 1945, et même avant durant la dernière phase de la résistance, le Parti Communiste Français n'a cessé d'appeler à l'unité organique avec les socialistes, au sein d'un Parti Ouvrier Français. Mais ce projet est repoussé par la SFIO lors du 38^{ème} Congrès du 29 août au 1^{er} septembre 1946. Le contenu de cette décision n'est pas correctement analysée par la direction du PCF - l'alignement des dirigeants de la SFIO sur la politique des USA -, et les résultats des élections législatives du 10 novembre 1946, résultats favorables au PCF, relanceront les espoirs. Et pourtant, le document qui ressort du congrès de la SFIO est très clair et repousse le Parti Communiste Français :

« L'unité organique du prolétariat demeure pour le Parti socialiste un objectif essentiel.

Mais force est de constater qu'elle ne pourra être réalisée tant que les partis communistes nationaux ne se seront pas libérés de leur assujettissement politique et intellectuel vis-à-vis de l'État russe, et tant qu'ils ne pratiqueront pas une véritable démocratie ouvrière.

Désormais le Comité directeur du Parti sera seul habilité pour prendre contact, et uniquement dans des circonstances exceptionnelles, avec les organisations politiques, syndicales ou philosophiques voisines en vue d'actions communes ayant des buts précis, limités dans leur objet et dans le temps. »

Le PCF s'accroche à la voie française au socialisme

Depuis la fin de la guerre, le PCF participe au gouvernement en étant représenté par plusieurs ministres, dans les gouvernements présidés par De Gaulle, puis après sa démission, dans les gouvernements présidés par le socialiste Félix Gouin du 26 janvier au 24 juin 1946, puis par le démocrate-chrétien Georges Bidault jusqu'au 28 novembre 1946. C'est la logique du tripartisme avec le PCF, la SFIO et le MRP.

La ligne du PCF, la voie française au socialisme, a été présentée lors de deux interviews de Maurice Thorez :

- une interview accordée au journaliste anglais Harold King et reproduite par le quotidien britannique conservateur *Daily Mail* (édition continentale), le 15 novembre 1946. On y lit :

« Nous désirons un gouvernement dans lequel il y ait place pour tous ceux qui veulent travailler à la reconstruction de la France.

Il n'est aucunement question de gouvernement d'un parti, mais de gouvernement de la France.

Il est certain que le Parti communiste connaîtra de nouveaux succès aux élections à la deuxième Assemblée. Il existe un courant puissant en France en faveur du Parti communiste. »

- Puis la fameuse déclaration accordée au *Times*⁵, revue britannique publiée le 18 novembre 1946. Le PCF se référera souvent à cette déclaration qui tourne le dos à toute perspective de confrontation et de rupture révolutionnaires.

« Les élections du 10 novembre ont souligné une fois de plus le caractère national et démocratique du Parti communiste français, profondément enraciné dans les couches populaires, à la ville et à la campagne.

Les travailleurs, les républicains font confiance au Parti communiste français parce qu'il a été et qu'il demeure le parti de la clairvoyance et du courage.

Seul, avant la guerre, il a dénoncé et combattu la prétendue non-intervention et la capitulation de Munich, c'est-à-dire la politique de concessions qui a encouragé les agresseurs fascistes. Il a été, sur le sol national, l'organisateur et le dirigeant de la lutte armée contre l'envahisseur allemand et contre la trahison vichyste.

Il est, depuis la Libération, l'initiateur et le conducteur de l'effort populaire pour la reconstruction de la France.

Tout le monde sait qu'à l'appel du Parti communiste, les mineurs français ont, depuis un an, doublé notre production de charbon qui dépasse de quinze pour cent les chiffres d'avant-guerre.

En même temps, grâce à l'initiative des ministres communistes, les ouvriers, les fonctionnaires, les paysans, les vieux travailleurs, les mères ont obtenu des avantages substantiels.

Enfin, l'opinion démocratique française approuve nos positions en matière de politique extérieure, notamment sur les problèmes de la sécurité et des réparations.

Nous n'admettons pas l'idée émise par certains de rendre à l'Allemagne une position économique dominante en Europe.

Nous demandons l'internationalisation de la Ruhr et le rattachement de la Sarre à notre système économique.

Nous voulons la liquidation du fascisme et le désarmement effectif de l'Allemagne.

Nous estimons nécessaire, indispensable, l'entente entre nos grands alliés anglais, américain et soviétique.

Nous repoussons toute politique de blocs et d'orientation exclusive sur l'un quelconque de nos alliés, notre gratitude allant également à tous.

Nous souhaitons le resserrement des liens d'amitié et d'alliance entre la Grande-Bretagne et la France. Je suis d'une province arrosée de trop de sang britannique pour ne pas mesurer le prix de l'amitié franco-anglaise.

L'accord devrait résulter d'une juste solution de la question allemande. Nous ne comprenons pas qu'on nous refuse le charbon de la Ruhr et que l'on compromette ainsi le relèvement de notre pays.

Nous avons répété expressément au cours de notre campagne électorale que nous ne demandions pas au peuple le mandat d'appliquer un programme strictement communiste, c'est-à-dire reposant sur une transformation radicale du régime actuel de la propriété et des rapports de production qui en découlent.

Nous avons préconisé un programme démocratique et de reconstruction nationale, acceptable pour tous les républicains, comportant les nationalisations, mais aussi le soutien des moyennes et petites entreprises industrielles et artisanales et la défense de la propriété paysanne contre les trusts.

A l'étape actuelle du développement de la société, nous avons la conviction que les nationalisations – le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés – constituent un progrès dans la voie du socialisme.

Les nationalisations portent atteinte à la toute-puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales de l'exploitation de l'homme par l'homme, elles placent entre les mains d'un gouvernement démocratique des moyens appréciables pour l'œuvre de redressement économique et social du pays.

Il est évident que le Parti communiste, dans son activité gouvernementale, et dans le cadre du système parlementaire qu'il a contribué à rétablir, s'en tiendra strictement au programme démocratique qui lui a valu la confiance des masses populaires.

Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes.

De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale.

Cependant, l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte. Il n'y a pas de route toute tracée sur laquelle les hommes puissent avancer sans effort.

Il leur a toujours fallu surmonter bien des obstacles. C'est le sens même de la vie.

L'union des forces ouvrières et républicaines est le sûr fondement de la démocratie.

Le Parti ouvrier français que nous proposons de constituer par la fusion des partis communiste et socialiste, serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire.

Il ouvrirait largement ses rangs aux travailleurs catholiques auxquels nous avons tendu bien avant la guerre une main fraternelle que beaucoup ont saisie.

Nombreux sont d'ailleurs les Français qui partagent notre conception de la laïcité : pas de guerre à la religion, neutralité absolue de l'enseignement au regard de la religion.

Les Français communistes désirent vivement que le caractère national et démocratique de toute leur activité soit compris en Grande-Bretagne.

Il n'en peut résulter que des effets heureux dans les rapports entre nos deux pays, pour le plus grand bien de notre cause commune, la cause de tous les peuples, la cause de la liberté et de la paix. »

Lors des premières élections législatives du 10 novembre 1946, le PCF arrive en tête avec 28,96 % des voix, suivi du MRP, 25,96 %, et de la SFIO, 17,87 %.

Le Parti Communiste Français réclame la direction du gouvernement, par la voix de son Bureau Politique, le 15 novembre 1946 :

« *Le Parti communiste, conscient de ses responsabilités est prêt à assumer toutes les charges qui découlent pour lui de sa position de premier Parti de France.*

C'est pourquoi, respectueux des décisions du suffrage universel, il revendique l'honneur et la responsabilité de la présidence du gouvernement de la République française, dans une volonté d'étroite collaboration avec tous les républicains soucieux de poursuivre dans l'union et la concorde, dans le respect des convictions et des croyances de chacun et dans l'exaltation de l'effort de tout un peuple, une politique démocratique, laïque et sociale, gage de la renaissance de la France

Le Bureau Politique décide de s'adresser au Conseil National du Parti Socialiste convoqué pour le 17 novembre, et de lui faire des propositions relatives à la formation d'un gouvernement d'union démocratique, laïque et sociale, à présidence communiste.

Le Parti communiste et le Parti socialiste disposent, dans la nouvelle Assemblée nationale, de forces suffisantes pour faire appliquer, en accord avec tous les républicains sincères, la volonté de suffrage universel. »

Les voix des députés PCF plus SFIO se montant à 259 alors qu'il en fallait 310, cela n'a pas suffi pour que Maurice Thorez soit premier ministre...

La solution MRP étant elle aussi rejetée, c'est un Gouvernement avec Léon Blum qui recueille la majorité, et un gouvernement est formé avec uniquement des ministres socialistes, afin de préparer l'élection présidentielle.

Vincent Auriol est élu président de la République en janvier 1947 avec les voix communistes.

Le socialiste Paul Ramadier, Premier ministre, décide de nommer plusieurs ministres communistes : Maurice Thorez, vice-président du conseil et ministre d'État, François Billoux, ministre de la Défense nationale (mais pas ministre de la Guerre, poste occupé par un démocrate-chrétien), Charles Tillon, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Georges Marrane, ministre de la Santé publique et de la Population.

Ces éléments parlementaires concernent la participation du PCF au gouvernement. Qu'en est-il sur le plan social ?

L'action du PCF a été déterminante pour relancer la production en appelant la classe ouvrière à travailler toujours plus. Si fin 1946, l'industrie et la production avaient connu un redressement et un développement, les biens de consommation s'étaient moins développés et les salaires ne suivaient pas l'inflation. Processus classique d'une bourgeoisie cherchant à reprendre les positions ébranlées du fait de la force du mouvement ouvrier, et ainsi à augmenter ses profits par une exploitation plus dure.

Face à cette situation et ce mécontentement de la classe ouvrière, la CGT a tiré la sonnette d'alarme en déclarant que c'était la classe ouvrière qui payait la reconstruction et en revendiquant une augmentation du salaire minimum et une amélioration du ravitaillement. Des mouvements de grèves démarrent en février 1947 et s'étendent jusqu'en avril. La participation communiste au gouvernement d'une part et d'autre part le développement des grèves impulsées par des syndicats CGT mais aussi par des travailleurs inorganisés soulignaient une contradiction qui ne pouvait se maintenir.

Une question délicate a surgi à propos des crédits militaires pour la guerre en Indochine. Alors que le Comité Central lors de la réunion du 19 mars 1947 a décidé de refuser l'appui à ces crédits, une réunion du Bureau Politique du 22 mars décidait le vote de la confiance au gouvernement, évitant ainsi la sortie des ministres communistes. Le soutien au maintien de l'Empire français visait à acquérir une légitimité du PCF, défenseur de la grandeur de la France.

Sur le plan international, les USA ont décidé de passer à l'offensive

Sur le plan internationale, les USA ont décidé de passer à l'offensive ; ainsi le président américain Truman présente le 12 mars 1947 sa doctrine d'interventionnisme généralisée pour « endiguer » le communisme. Le fameux plan Marshall va être annoncé dans la foulée le 5 juin 1947.

La SFIO ayant décidé de s'aligner sur les USA, (Léon Blum expliqua à Paul Ramadier que « L'élimination des communistes est vitale pour la France et pour la République »), Ramadier est inflexible face aux revendications

ouvrières et Thorez est contraint le 30 avril 1947 d'indiquer qu'il portera ces revendications. Paul Ramadier pose alors le 4 mai 1947 la question de confiance, qui lui est accordée. Les députés communistes ayant voté contre lui, celui-ci annonce que les ministres communistes ne font plus partie du gouvernement.

Une page est tournée

Une page est tournée, mais dans les faits, la direction du PCF n'a pas pris la mesure de cette décision et espère que, par la pression populaire, le retour de ministres communistes sera encore possible..., alors que les ministres communistes sont renvoyés en Belgique le 19 mars ; ce sera la même situation en Italie le 13 mai 1947. Dans les faits, la participation communiste au gouvernement aura permis la relance de la production et cette participation aura comme conséquence une coupure d'avec une partie de la classe ouvrière.

La situation politique en France, comme dans le monde, évolue rapidement et profondément, en particulier du fait de l'action des USA qui proposent le plan Marshall visant à attacher les pays européens à l'impérialisme US. C'est dans ces conditions que se tient du 25 au 28 juin 1947 le 11^e congrès du Parti Communiste Français.

11^e congrès du Parti Communiste Français à Strasbourg⁶

Il est convoqué avec le mot d'ordre « Au service du peuple de France ». Les documents publiés issus de ce congrès doivent être étudiés pour comprendre la situation à l'époque, pour comprendre « la voie française au socialisme ». Lors de ce congrès, la perspective d'un « Parti ouvrier » est rejetée. Par contre, l'ambiguïté du PCF sur le plan Marshall est claire lorsque l'on lit attentivement la déclaration de Thorez à la tribune du Congrès le 26 juin.

« Chers camarades. Vous savez qu'il n'est pas dans nos habitudes d'apporter des rectifications à tout ce que l'on peut dire sur notre Parti dans la presse adverse.

Mais il s'est glissé ce matin une telle formule dans toute la presse française et étrangère qu'elle nous oblige à faire une déclaration très nette.

Toute la presse reproduit une expression qui n'a pas été prononcée ici, que personne de vous n'a entendue, à savoir que l'on aurait dénoncé le plan Marshall comme un piège occidental.

En militants responsables, nous avons l'habitude de peser ce que nous disons et de ne parler qu'avec beaucoup de prudence sur les problèmes de la politique extérieure qui intéressent l'avenir de notre pays.

Je répète que nous sentons trop notre responsabilité pour créer des difficultés entre les alliés et faire quoi que ce soit qui puisse gêner l'entente nécessaire entre alliés et en définitive le relèvement de notre pays. Voici donc ce que j'ai dit hier :

« Le plan dont on parle ces jours-ci nous semble comporter de graves inconvénients.

Tel quel, il aboutirait en fait à liquider les réparations et à mettre l'Allemagne sur le même plan que la France et les autres pays victimes de l'agression hitlérienne.

Certains réactionnaires enragés voulaient déjà voir dans ce plan comme une machine de guerre contre l'Union Soviétique, comme l'amorce d'un bloc occidental qui couperait l'Europe et le monde en deux.

La venue à Paris de Molotov sur l'invitation des ministres des Affaires étrangères français et anglais porte un coup aux espoirs des pêcheurs en eau trouble. »

Voilà ce que j'ai dit. Tout autre expression ou interprétation ne peut être considérée que comme un coup dirigé à la fois contre l'unité de notre peuple et contre l'unité nécessaire entre les grands alliés.

J'ajoute, parce que nous nous devons d'être loyaux, que les journalistes ne sont nullement responsables pour la formule incriminée.

L'interprétation qu'ils en font est autre chose. Malheureusement, l'expression leur a été livrée dans un résumé qui a été préparé par nos services de presse.

Des militants responsables, au lieu de reproduire simplement ce que nous disons, croient devoir interpréter et ont commis cette faute très grave que j'avais le devoir de rectifier devant le Congrès.

Je suis convaincu que nous pouvons compter sur la courtoisie et la bonne foi des journalistes présents à notre congrès, pour apporter partout les rectifications nécessaires. »

Un peu plus tard, Maurice Thorez donne un nouvel interview au journaliste anglais Harold King, publié le 21 septembre dans l'Humanité⁷ :

« Le Parti Communiste est un parti de gouvernement, dont le programme fondamental et le langage n'ont pas changé et ne changeront pas, selon que le Parti, est ou n'est pas au gouvernement (...).

Depuis mai 1943, il n'y a plus d'Internationale Communiste, pour la raison essentielle que les voies du développement du mouvement ouvrier sont devenues extrêmement diverses et que chaque Parti Communiste doit tenir compte des problèmes concrets posés devant la classe ouvrière de son pays.

Dans une autre période historique, la même question s'était posée aux fondateurs de la Première Internationale qui l'avait résolue de la même façon. Il n'est donc pas possible de parler de « tactique d'ensemble » des partis communistes, ni pour le passé récent, ni pour l'avenir.

Ce que peut dire tout homme attentif aux questions de politique internationale, c'est que les Partis Communistes apparaissent bien, chacun dans son pays, comme les animateurs d'une large politique d'union ouvrière et démocratique, pour la renaissance et l'indépendance de leur patrie respective, pour l'entente entre les peuples et pour la paix. »

Et le lendemain (!!!) de la publication de cet interview se tenait la réunion fondatrice du Kominform, le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers les 22 au 27 septembre 1947 dont il a été déjà question et à laquelle participait le PCF.

Le Kominform, par la voix de Jdanov comme celle du représentant yougoslave critique la ligne du PCF suivie depuis 1945

Cette critique nécessitait une rectification générale et une autocritique adoptée par le Comité central du Parti Communiste Français lors de sa réunion des 29 et 30 octobre 1947⁸, autocritique reprenant les critiques de Jdanov : *« Le Comité Central, dans sa dernière session, avait signalé des lacunes, des erreurs dans l'activité du Parti, de ses divers organismes et des militants, aux différents postes auxquels la confiance des masses les a appelés.*

La racine de ces erreurs, nous la trouvons dans le retard du Comité Central lui-même à constater et à définir clairement la nature et la portée des changements intervenus dans la situation internationale et notamment du regroupement des forces impérialistes et antidémocratiques, sous la direction et au profit des États-Unis.

Dès lors, nous n'avons pas souligné, dès le début, et avec la vigueur nécessaire, que nous n'avons été écartés du gouvernement que sur l'ordre exprès de la réaction américaine. Et nous avons prêté le flanc à la manœuvre de Léon BLUM et de RAMADIER qui voulaient faire croire à des divergences portant exclusivement sur les questions de salaires et de prix.

Nous avons laissé mettre en avant ce qui n'avait été qu'un prétexte pour nous éloigner du gouvernement.

D'autre part, si nous avons eu raison de dénoncer notre éviction du gouvernement, comme étant une violation des lois de la démocratie parlementaire — comme un nouvel indice de la crise de la démocratie bourgeoise que les capitalistes jettent par-dessus bord dès l'instant où elle peut être utilisée par la classe ouvrière — nous avons laissé l'impression qu'il s'agissait d'une crise ministérielle plus ou moins ordinaire, tandis qu'il s'agissait d'une intervention brutale des impérialistes américains dans les affaires de la France.

Par suite de cette faute initiale, nous n'avons pas, dès le début, démasqué impitoyablement la conduite des dirigeants socialistes, et des divers partis au gouvernement, comme étant une véritable ignominie, une honteuse trahison des intérêts nationaux.

Il en est résulté les indécisions, les flottements de notre groupe à l'Assemblée Nationale, critiqués par le Comité Central dans sa dernière session : l'abstention au lieu d'un vote résolument hostile contre certains textes gouvernementaux (mesures de vexation envers les paysans, statut de l'Algérie) ; la dénonciation insuffisante de la loi électorale municipale DEPREUX-BARRACHIN, en raison des illusions que l'on cultivait sur l'attitude de tel ou tel groupe, sans tenir compte de la nouvelle situation en France et dans le monde.

Pendant un certain temps, le Parti a semblé hésiter dans son opposition à un gouvernement qui méconnaît si gravement les intérêts du pays.

Nous avons paru sensibles aux criailleries des socialistes et autres qui nous reprochaient de vouloir faire échec à l'octroi de crédits américains et de porter préjudice à notre pays, en somme, de ne pas agir en patriotes.

Alors que, seuls, nous avons, sur ce problème comme dans toutes les autres questions, une attitude absolument conforme aux intérêts de la France.

Alors que, seuls, nous nous comportons en patriotes passionnément attachés à leur pays.

Les hésitations du Comité Central et du Groupe Parlementaire ont nui, dans une certaine mesure, à la rapide mobilisation des masses ouvrières et démocratiques contre le gouvernement RAMADIER et sa politique néfaste.

Elles ont nourri les tendances opportunistes, condamnées le mois dernier par le Comité Central, et qui s'expriment dans la sous-estimation des forces de la classe ouvrière et la crainte du mouvement de masse.

Alors que le devoir des communistes, dit notre résolution de septembre, est de se placer résolument à la tête du mouvement populaire avec hardiesse et esprit de responsabilité.

Alors que le Parti Communiste a pour mission d'élever, d'éduquer, d'organiser, de guider le mouvement de la classe ouvrière et des masses laborieuses. »

Notons toutefois que le 11^{ème} Congrès, quatre mois plus tôt en juin 1947, avait déjà opéré certaines corrections sur la ligne suivie en prenant en considération les luttes sociales depuis le début 1947 et l'éviction des ministres communistes en mars.

Cette critique de la ligne du PCF quant au passage pacifique au socialisme doit aussi considérer les luttes de classes en France durant toute cette période s'étendant de la fin de la guerre jusqu'au XX^{ème} Congrès du PCUS en 1956. Les grèves de 47-48, malgré la scission du mouvement syndical et la création de FO avec l'argent de la CIA sont très puissantes, très combattives, mêlant les causes économiques et l'opposition à la domination US. Sur

ce dernier point, les manifestations violentes contre « Ridgway-la- peste » en 1952 sont un moment important ayant entraîné une répression extrême du pouvoir. C'est aussi la période de lutte contre la guerre au Vietnam, avec ses actions internationalistes de grèves des dockers. Mais aussi, les mots d'ordre de « paix au Vietnam » n'étaient pas à la hauteur de ce qu'exigeait un soutien internationaliste à la lutte du peuple vietnamien. Toute cette période complexe du mouvement ouvrier et communiste nécessite une étude afin de fonder une organisation communiste révolutionnaire.

Ainsi, depuis le milieu de 47 et après, la lutte de la bourgeoisie contre les luttes ouvrières, contre l'activité des syndicats CGT, contre l'activité des communistes a été d'une violence extrême.

Face à cette violence, à cette répression, les réactions de défense de la classe ouvrière et des communistes ont conduit les masses influencées par le PCF à se resserrer autour du PCF et de la CGT. Cette lutte vitale, juste et nécessaire n'a pas permis une réflexion approfondie sur les erreurs commises en vue de prévenir toute nouvelle manifestation de l'opportunisme. Le pôle progressiste ayant à sa tête le PCF se trouva isolé du fait de la guerre froide menée par l'impérialisme US et ses obligés comme la bourgeoisie française. Le soutien aux luttes des peuples coloniaux pour l'indépendance contre le système colonial français et « l'Empire français » a été mené par le PCF, mais pas au niveau de ce qu'il aurait dû être. Une nouvelle période favorable s'est développée en 1955-1956 avec la lutte du peuple algérien conduite par le FLN pour l'indépendance et le refus de la guerre par le peuple français sous la forme du slogan « paix en Algérie ». Le vote des pouvoirs spéciaux du PCF au gouvernement Guy Mollet ouvre une nouvelle page de la politique du PCF, page qui nécessite une étude et une discussion. Le rapport d'activité du Comité Central du PCUS présenté par Khrouchtchev au XXème congrès⁹ le 14 février 1956 sera, en quelque sorte le feu vert, le support théorique pour remettre au premier plan la théorie du passage pacifique par la voie parlementaire au socialisme.

Il faut relever que lors de la discussion en vue d'élaborer une déclaration à la Conférence des 81 Partis de Moscou en novembre 1960, Maurice Thorez intervient au nom du PCF. Dans sa longue intervention, Thorez reprend intégralement son interview au Times et met uniquement sur le dos de la Yougoslavie « la critique injuste » de la ligne du PCF en 45-47. Thorez passe sous silence le fait que la critique la plus virulente avait été présentée par Jdanov au nom du PCUS. Il passe aussi sous silence l'autocritique de 1947 du PCF, ce qui montre que dans les faits, l'autocritique présentée en 47 n'était pas une autocritique communiste ! Nous reproduisons un passage de cette intervention qui a été publiée dans un document « exclusif » pour les militants du PCF : « *Nous n'avons pas été aidés à l'époque, on ne nous a guère encouragés sur cette voie. Certains ne voulurent pas nous comprendre et traitèrent cette opinion de manifestations d'opportunisme et de parlementarisme. A la première conférence du Bureau d'information, les délégués yougoslaves dirigèrent contre nous à ce propos une critique qui se voulait de gauche : leur attitude par la suite devait montrer suffisamment la valeur d'une telle prétention* ».

Sur cette théorie du passage pacifique, parlementaire au socialisme, Thorez reviendra plus longuement lors de la réunion du Comité Central à Ivry¹⁰ le 15 décembre 1960. Nous y reviendrons dans un texte ultérieur.

1 références extraites de « Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communistes 1919-1923 », Bibliothèque Communiste 1934, fac-simile Maspéro, 1969

2 Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, 22, 1977, pages 62 à 67.

3 <https://unitecommuniste.fr/wp-content/uploads/2017/04/Jdanov.pdf>

4 <https://www.marxists.org/history/international/comintern/sino-soviet-split/other/1960statement.htm>

5 <https://excerpts.numilog.com/books/9782307468431.pdf>

6 Maurice Thorez, AU SERVICE DU PEUPLE DE FRANCE - XIe congrès national du parti communiste français, Strasbourg 25, 26, 27, 28 juin 1947, 2dité par le Parti Communiste Français.

7 <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k47392350/f1.item.zoom>

8 <https://gabrielperi.fr/wp-content/uploads/2020/04/cc-pcf-tome-2-1944-1953.pdf>

9 Rapport d'activité du CC du PCUS au XXème congrès, supplément à « Etudes Soviétiques, N°95, février 1956

10 <https://pandor.u-bourgogne.fr/pleade/functions/ead/detached/BMP/brb4293.pdf>